

COMMUNE DE RUBELLES
Arrondissement de Melun
Canton de Melun Nord

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL N° 2026/14
SEANCE DU VENDREDI 20 MARS 2026

L'an deux mil vingt-six, le vingt mars à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, conformément à l'article L2121-17 du CGCT, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Madame **Françoise LEFEBVRE**, Maire.

PRÉSENTS : - Mme LEFEBVRE, Maire,

- M. AUBRY, Mme GRIGNON, M. RELINGER, Mme PICARD, M. MEBAREK, Mme VIJOUX, M. FRISE, Mme PRADES, M. DEVENDEVILLE, Mme CELIN, M. PAROT, Mme IZARET, M. MACHERAK, Mme AUDREN, M. TRAORÉ, Mme CREGUT, M. HORENT, Mme CARMENT, M. THIRY, Mme FAUVEL, M. ARNAUD, M. MISIEWICZ, Mme RIVIERE, M. LEON, Mme LEFAUT, Conseillers municipaux.

ABSENTS REPRÉSENTÉS : Mme MEBTOUCHE donne pouvoir à M. RELINGER.

ABSENTS EXCUSÉS :

ABSENTS NON EXCUSÉS :

Nombre de Conseillers en exercice : 27

Date de convocation : 16 mars 2026

Nombre de Conseillers présents : 26

Date d'affichage : 16 mars 2026

Nombre de suffrages exprimés : 27

Mme CELIN Laurygan a été nommée au poste de Secrétaire de Séance.

FIXATION DU NOMBRE D'AJOINTS AU MAIRE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122-2 ;

CONSIDÉRANT que le Conseil Municipal détermine le nombre des adjoints au Maire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil municipal.

Le Conseil municipal, **à l'unanimité**, décide la création de 7 postes d'adjoints

Le 20 mars 2026

Le Maire

Françoise LEFEBVRE

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Melun ou d'un recours gracieux auprès de la Commune de Rubelles, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois ne vaut pas acceptation de la décision mais décision implicite de rejet. Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible sur le site Internet www.telerecours.fr.

S'applique ici, à l'égard de tout recours gracieux, l'article L231-4 du code des relations entre le public et l'administration : « Par dérogation à l'article L. 231-1, le silence gardé par l'administration pendant deux mois vaut décision de rejet : 1° Lorsque la demande ne tend pas à l'adoption d'une décision présentant le caractère d'une décision individuelle ; 2° Lorsque la demande ne s'inscrit pas dans une procédure prévue par un texte législatif ou réglementaire ou présente le caractère d'une réclamation ou d'un recours administratif. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le tribunal.

Conseil municipal du 20 mars 2026

Délibération n° 2026-14 – Fixation du nombre d'adjoints au Maire